



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA COHESION SOCIALE
POLE ENVIRONNEMENT/BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
DAECS/PE/BIC-ND-n°2009-I-**274**

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de SAINT LAURENT BLANGY

MERYL FIBER SAS

ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Le Préfet du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996, codifiée par la directive 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution dite directive « IPPC » ;

VU le Code de l' Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 8 janvier 2009 portant nomination de M. Pierre de BOUSQUET de FLORIAN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement ;

VU les documents de référence de la commission européenne sur les meilleures techniques disponibles dans les industries chimiques dits « BREF Polymères POL » et « BREF Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique CWW » ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 1999 modifié, autorisant la société NYLSTAR à exploiter une installation de fabrication de fils polyamide, avenue de l'ermitage à SAINT LAURENT BLANGY (62053) ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 avril 2003 délivrés aux sociétés NYLSTAR et RHODIA PERFORMANCE FIBRES, avenue de l'ermitage à SAINT LAURENT BLANGY (62053) ;

VU le récépissé de succession du 10 juin 2008 délivré à la société MERYL FIBER SAS ;

VU le bilan de fonctionnement de la société ;

VU le rapport et les propositions en date du 16 septembre 2009 de l'inspection des installations classées ;

VU l'envoi des propositions de l'inspection des installations classées au pétitionnaire du 5 octobre 2009 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa réunion du 22 octobre 2009, à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté à l'exploitant le 26 octobre 2009 ;

VU le courriel du pétitionnaire en date du 5 novembre 2009 indiquant n'avoir aucune observation à formuler ;

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire de modifier les prescriptions applicables au site de la société MERYL FIBER SAS afin de prendre en compte les valeurs limites d'émission du BREF CWW adaptées à l'installation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-10-01 en date du 2 février 2009 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La société MERYL FIBER, dont le siège social est Avenue de l'Ermitage B.P. 60089 à SAINT-LAURENT-BLANGY (62053) ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté et de l'ensemble des arrêtés préfectoraux antérieurs visant les sociétés NYLSTAR, RHODIA PERFORMANCE FIBRES et LAMATO pour la poursuite d'exploitation des installations suivantes situées à la même adresse :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2660	1	A	Polymères (fabrication industrielle ou régénération)	Fabrication de fil ou polyamide	150	T/j
2661	1	A	Polymères (transformation de)	Emploi de fil polyamide (filature directe ou de refusion) issu des unités de polymérisation ou acheté	165	T/j
2662	a	A	Polymères (stockage de)	Stockage de matières plastiques, polymères : <ul style="list-style-type: none"> • 3 Stockages extérieurs de solutions à 52 % de sels de nylon : 3 000+1 500 + 500 m³ ; • 12 silos de stockage de polymère 6.6 en atelier de fabrication : <ul style="list-style-type: none"> 7 silos de 30 m³ ; 3 silos de 50 m³ ; 2 silos de 80 m³ • Stockage de 4 x 15 m³ de caprolactame 	5 580	m ³
2910	A.1	A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322B4. La puissance thermique maximale est supérieure ou égale à 20 MW	Installations de combustion : <ul style="list-style-type: none"> • Une chaufferie vapeur de 36,66 MW consommant du gaz naturel et du fioul lourd TBTS à 1 % de soufre ; • Une chaufferie fluide thermique de 12,64 MW consommant du gaz naturel et du fioul lourd TBTS à 1 % de soufre ; • 4 groupes électrogènes dédiés au secours électrique consommant du fioul domestique d'une puissance totale de 3,46 MW (1,3+0,6+0,68+0,88) 	49,3	MW
2915	1.a	A	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	Installation générale et centralisée de chauffage : <ul style="list-style-type: none"> • 80 000 l de fluide caloporteur ; 	84 600	l

				<ul style="list-style-type: none"> 230 générateurs montés sur 30 métiers dans les bâtiments F1 et F2 4 600 l de fluide caloporteur Fluide caloporteur[point éclair : 116 °C, température d'utilisation : 190 °C et 330 °C]		
2920	2.a	A	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides ni inflammables ni toxiques	Installation de production d'air comprimé : 7 350 kW Installations frigorifiques fonctionnant : Au R22 : 407 kW ; Au R134a : 1278 kW.	8 906	kW

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2921	1.a	A	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installation de)	Installations de refroidissement par tour aéroréfrigérante de type circuit primaire non fermé : 2 Tours de refroidissement des circuits JACIR et VELUT	7 630	kW
1715	1	A	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de)	Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées conformément à la norme NFM 61-002 contenant des radionucléides du groupe 2 : 13 sources scellées de Cobalt 60 d'une activité unitaire de 7,4 GBq	96,2	GBq
1131	2	A	Toxiques (emploi ou stockage de substance et préparations)	Emploi et stockage de biocide pour le traitement des circuits d'eau en chaufferie	0,95	T
2566		A	Métaux (décapage ou nettoyage des) par traitement thermique	Décapage ou nettoyage ponctuel de pièces métalliques	/	/
2661	2.b	D	Polymères (transformation de)	Emploi ou réemploi de matières plastiques, broyage ou coupage de polyamide	18,5	T/j
2663	2.b	D	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (stockage de)	Stockage de produits finis et semi-finis composés de polymère 6.6 : <ul style="list-style-type: none"> Fil fin : Stockage de polymère en celtainers : 900 m³ ; Modules POY : 1800 palettes de 1,4 m³ : 2520 m³ ; Modules texturé : 500 palettes de 2 m³ : 1000 m³ Fil tapis : Stockage de polymère 6.6 en atelier de fabrication : 6 silos : 280 m³ ; 	7 890	m ³

				Stockage de polymère en celtainers : 850 m ³ ; Fil : 2 100 m ³ ; Fibres : 240 m ³		
2921	2	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installation de)	Installations de refroidissement par tour aéroréfrigérante de type circuit primaire fermé : 6 Tours de refroidissement des circuits C7, C8, 14 bar compresseur 1, 14 bar compresseur 2, contre pression 1 et contre pression 2	6 384	kW
2330		D	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment de délavage de matières textiles	Teinture, apprêt, enduction, blanchiment de délavage de matières textiles Essai en laboratoire d'aptitude à la teinture du fil	120	Kg/j
2560	2	D	Métaux et alliages (travail mécanique des)	Ateliers d'entretien (tours, fraiseuses, perceuses ...)	76	kW
1175	2	D	Organohalogénés (emploi de liquides)	Emploi de 500 l de perchloréthylène et de chloroforme au laboratoire	500	l
1180	1	D	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles	Utilisation de transformateurs au PCB : 58 appareils	29 300	l
1190	3	D	Emploi ou stockage dans un laboratoire des substances ou préparations très toxiques ou toxiques visées par les rubriques 1100 à 1189	Laboratoire chimie et sérimétrie utilisant des produits toxiques	26	kg

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
1418	3	D	Acétylène (stockage ou emploi de l')	Stockage et emploi de bouteilles d'acétylène : <ul style="list-style-type: none"> Dans le local produits : 180 kg ; En service dans l'atelier : 20 kg 	200	kg
1530	2	D	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de)	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues : <ul style="list-style-type: none"> 2288 m³ de cartons ; 714 m³ de palettes en bois 	3002	m ³
2915	2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	Procédé de chauffage au centre de recherche et développement utilisant 300 l de fluide caloporteur [point éclair : 221 °C, température d'utilisation : 180 °C	300	l
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Charge de batteries	55,3	KW
1412	2.b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de)	Stockage de propane : <ul style="list-style-type: none"> Réservoir aérien : 5 t ; Local produits : 0,953 t en bouteilles ; Local laboratoire : 0,105 t en bouteilles. 	6,058	T
1414	3	DC	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)	Installations de remplissage des réservoirs de chariots élévateurs	/	
1432	2.b	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	<ul style="list-style-type: none"> Dépôt aérien : 2 cuves de 540 m³ de fioul lourd TBTS à 1% ; 1 cuve de 20 m³ et 1 cuve de 10 m³ de fioul domestique. Dépôt mixte de produits (White spirit, pétrole, alcool dénaturé) : 4 m³ 	Capacité équivalente : 82	m ³
2564	2	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières	5 postes de dégraissage de 200 l et 1 poste de 75 l au fil tapis	1 075	l

			plastiques, etc.)			
2565	2.b	DC	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique	Atelier annexes filature : nettoyage de pièces mécaniques : 300 l Atelier d'entretien : nettoyage de pièces Entretien central : 550 l et local huile : 270 l	1120	litres
128		NC	Chiffons usagés ou souillés (dépôts ou ateliers de triage de)	4 bennes	6	t
1173		NC	Dangereux pour l'environnement toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations)	Stockage et emploi de -B- substances toxiques pour les organismes aquatiques	15,7	t
1200	2	NC	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations)	Utilisation d'eau oxygénée (H_2O_2) à 20 % pour le nettoyage des cuves d'ensimage	100	l
1220		NC	Oxygène (emploi et stockage de l')	Emploi et stockage de l'oxygène : • Local produits : 194 kg ; • Atelier : 6 kg	0,2	T
1611		NC	Acides (emploi ou stockage de)	Emploi et stockage d'acides acétique, chlorhydrique, nitrique et sulfurique	20	T
1630		NC	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de)	Emploi et stockage de soude à la chaufferie	20	T

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2315		NC	Fibres (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.)	Traitement des fibres d'origine artificielle ou synthétique par cardage	250	Kg/mois
2575		NC	Abrasives (emploi de matières)	Emploi de matières abrasives Nettoyage de pièces métalliques par 5 machines de sablage	9	kW
2930	1	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur : 200 m²	200	M²
2940	2	NC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de)	Application de peinture Atelier d'entretien central : • Pulvérisation de peintures : quantité utilisée au plus égale à 25 l • Peinture au pinceau : quantité maximale présente 30 l	< 10	Kg/j

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration soumis à Contrôle périodique) ou NC (Non Classé).

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

ARTICLE 2 :

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 24 mars 1999 et 16 avril 2003 sont modifiées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont abrogées ou modifiées	Nature des modifications Référence des articles correspondants du présent arrêté
DCVC-EIM-TN/FT n°99-68 du 24 mars 1999	13.4	Complété par l'article 4.1
DCVC-EIM-TN/FT n°2003-136 du 16 avril 2003	7.5, 8.1, 9.3 et 10.1	Abrogé
DCVC-EIM-TN/FT n°2003-138 du 16 avril 2003	7.5, 8.1, 9.3 et 10.1	Abrogé

ARTICLE 3 : MEILLEURES TECHNOLOGIES DISPONIBLES

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe 1, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 4 : AIR

Article 4.1 : Valeurs limites des rejets

La prescription relative à la valeur limite des rejets prévue à l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 mars 1999 est complétée comme suit :

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs issus de la production des polyamides seront aussi faibles que possible et devront respecter avant toute dilution et y compris pendant les phases transitoires aléatoires les limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite d'émission (mg/Nm³)
Amines	1,0

Les valeurs limites d'émission ci-dessus, exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) sans déduction de la vapeur d'eau (gaz humides), sont des valeurs moyennes mensuelles.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Article 4.2 : Programme de surveillance

L'exploitant effectue une surveillance de ses émissions comprenant les mesures et analyses définies au présent article. Elle est réalisée sous sa responsabilité et à sa charge dans des conditions (polluants et périodicité) précisées ci-dessous.

Toutefois, la première campagne de mesures représentatives définies par l'exploitant devra être réalisée dans un délai de 3 mois après à compter de la notification du présent arrêté. Si les résultats des mesures indiquent un dépassement de la valeur limite d'émission définie à l'article 4.1. du présent arrêté, une étude technico-économique, comprenant notamment une description des aménagements identifiés comme MTD à mettre en œuvre associés de délais, devra être produite et transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois.

L'exploitant en effectue une synthèse, accompagnée des commentaires nécessaires sur les éventuels dépassements et les actions correctives engagées, qu'il envoie annuellement à l'inspection des installations classées.

La surveillance des rejets dans l'air porte sur les valeurs limites d'émissions des paramètres suivants et selon la fréquence associée:

Paramètre	Surveillance assurée par l'exploitant
	Périodicité de la mesure
Amines	Annuelle

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Les résultats des mesures et analyses sont archivés pendant au moins cinq ans, sur un support prévu à cet effet, et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être répertoriés pour pouvoir les corréler avec les dates de rejet.

ARTICLE 5 : EAU

Les prescriptions relatives aux rejets repérés n°1 prévues au premier alinéa de l'article 7.5. et aux articles 8.1, 9.3 et 10.1 des arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 avril 2003 sont abrogées.

ARTICLE 6 : BILAN DE FONCTIONNEMENT

Le bilan de fonctionnement prévu par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié devra être produit avant le 30 juin 2017.

Il comprendra a minima :

- une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la décennie passée, sur la base des données déjà disponibles comprenant notamment la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation ou de la réglementation en vigueur et, notamment, des valeurs-limites d'émission, une synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement, en précisant notamment la qualité de l'air, des eaux superficielles et souterraines et l'état des sols, l'évolution des flux des principaux polluants et l'évolution de la gestion des déchets, un résumé des accidents et incidents, les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions ;
- les éléments venant compléter et modifier l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé ;
- une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux performances des meilleures techniques disponibles, permettant une réduction significative des émissions sans imposer des coûts excessifs ;
- les mesures envisagées par l'exploitant pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation sur la base des meilleures techniques disponibles, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes. Ces mesures concernent notamment la réduction des émissions et les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les mesures envisagées en cas de cessation définitive de toutes les activités pour

- les mesures envisagées en cas de cessation définitive de toutes les activités pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de 2 mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 8 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de SAINT LAURENT BLANGY et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en Mairie de SAINT LAURENT BLANGY pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même arrêté sera affiché en permanence sur le site par l'exploitant.

ARTICLE 9 : EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais, M. l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Société MERYL FIBER SAS, et dont une copie sera transmise au Maire de SAINT LAURENT BLANGY.

Arras, le -7 DEC. 2009
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Raymond LE D



Copies destinées à :

- M. le Directeur de la Société MERYL FIBER SAS
- M. le Maire de SAINT LAURENT BLANGY
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Inspection des installations classées à DOUAI)
- Dossier
- Chrono
- Affichage

Annexe 1 : Meilleures techniques disponibles

Les meilleures techniques disponibles visées à l'article 3 se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

1. Utilisation de techniques produisant peu de déchets ;
2. Utilisation de substances moins dangereuses ;
3. Développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant ;
4. Procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
5. Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
6. Nature, effets et volume des émissions concernées ;
7. Dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;
8. Durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible ;
9. Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique ;
10. Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
11. Nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement ;
12. Informations publiées par la commission en vertu de l'article 17, paragraphe 2, de la directive 2008/1/CE ou par des organisations internationales.